

DANS L'OMBRE,

Il est généralement normal (et obligatoire) pour une Municipalité de répondre



favorablement à une demande de pièce administrative.

Lorsqu'il y a un refus ou une non réponse (considéré comme un refus) dans un délai de **30 jours**

toute personne est dès lors légalement fondée, à saisir dans les **2 mois la CADA**, organisme

qui interviendra pour que les pièces et documents soit bien adressés au pétitionnaire:

<https://www.cada.fr/contacter-la-cada>

Chacun peut également, saisir le tribunal administratif:

<http://orleans.tribunal-administratif.fr/Demarches-procedures/Introduire-une-requete-devant-le-tribunal-administratif>

MédiaChartres, s'étonne du refus, des silences et de rétentions d'informations **de la Mairie de Chartres**,

sur certaines demandes, des personnes auraient telles intérêt à dissimuler des « choses », et pourquoi ?

MédiaChartres, s'emploie à faire la lumière sur ces **mystérieux sujets**.

Claude Harffi



LOIR sans L'HEURE.

L'Eure et loir, notre département !

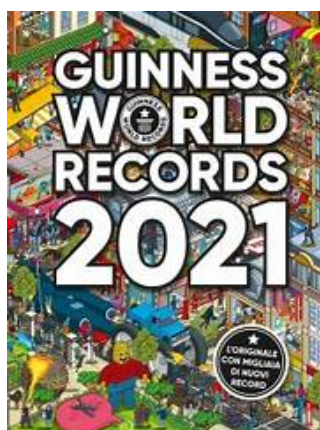


Que **MédiaChartres**, propose de le requalifier juste, « **Loir** »

car pour l'Heure, Chartres semble afficher de gros contentieux, avec toutes les Horloges, pas une n'étant à ... l'heure !

Une preuve de plus (si il en fallait une), que cette Ville mérite bien d'être montrée en exemple, comme le clame si fort ses dirigeants (tes), une médaille et peut-être même de figurer au Guinness Book ?

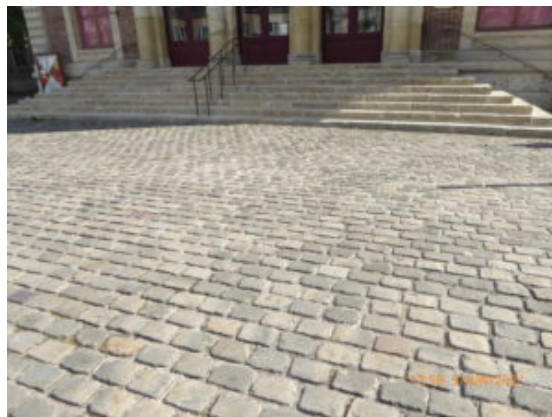
Alexandra Simoni



JUIN sans JOINT !

Alors, que certains affirment que Chartres est ... *une Ville*

exemplaire ?



MédiaChartres, à remarqué que les services techniques, devaient être en rupture de ciment et allergique aux joints (?)

Devant le **Théâtre Municipal**, les pavés sont un véritable piège à talons d'escarpins, ou la profondeur entre les pavés, peut atteindre les **5 centimètres**.

Les risques d'accidents sont bien réels, et cela ne semble pas inquiéter le moins du monde les « responsables » qui, à leur habitude ne savent pas, ne voient pas (du genre, les 3 petits singes).

Mais comme toujours, ils ont d'autres sujets de préoccupations
...



Serge Maloude

« PROPE » à GANG !

MédiaChartres est APOLITIQUE, mais lorsque la ligne est franchie, nous réagissons.



Le Maire de Chartres, Président de l'Agglo (et de bien d'autres mandats) à jugé nécessaire de rédiger et faire distribuer (et très certainement payé de sa poche ?), un tract en faveur de ses Dauphins.

Chacun d'entre eux, ayant déjà quelques (X) mandats et autres activités (Président ou vice Président) de ceci, Directeur/Administrateur de cela, et pléthores de choses qu'ils n'ont pas la moitié le temps de faire, et pourtant ils sont tous généreusement rémunérés chaque mois, pour

leur talents !



Le rédacteur du tract, affirme la main sur le cœur, qu'a « **Chartres, tout réussit** » vraiment ...

MédiaChartres, reviendra longuement sur le sujet, avec quelques beaux exemples.

Il fait également allusion à la « **prospérité** », très bien ... mais pour qui (?)

Rappel :

Nul n'a besoin de gourou ou de sonneur de cloches, pour aller voter, chacun est libre !

La Rédaction

Liberté, égalité, fraternité . . . stationnement !

MédiaChartres, soucieux de livrer une information libre et sans contrainte, évoque ici des manquements notables à l'égard du second principe dans la vie de la cité.

La vitesse rue Chanzy, à été limitée à **30 km/h**, cette mesure ne nous choque pas, et nous avons constatés que des contrôles radar y étaient régulièrement organisés par la Police municipale.

Mais, quitte à verbaliser les réfractaires, autant le faire complètement, sans ménagement ni passe-droit, non ?

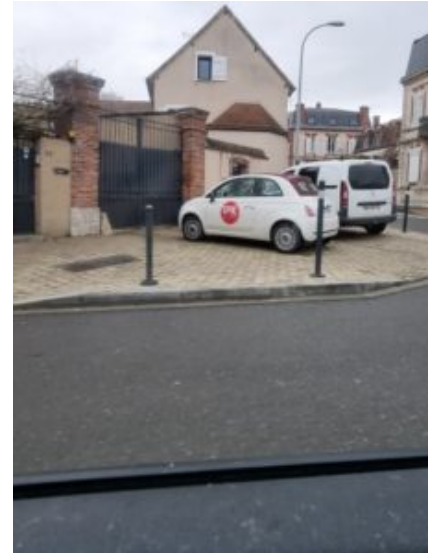
Or, ce qui nous dérangeant, c'est que parallèlement aux excès de vitesse « certains résidents » et « automobilistes » s'octroient le droit de stationner sur les trottoirs, face à la seule caméra de surveillance de la rue, du **CSU** (centre de surveillance urbain), mais qui surveille quoi et qui, juste . . . la sécurité et le bien être d'un Maire ?



Certainement pas les véhicules sur le trottoir, les mêmes que nous retrouvons en toute illégalité et tous les jours pavoisant en plein centre ville.

D'après nos constatations, ce sont des véhicules « dispensés

de tout », puisque ayant un lien direct avec la Mairie (...)



Plus besoin pour eux de coller la vignette de résident sur le pare-brise (la dernière datant de 2016) !

Certains tutoie et appellent même les Agents de la PM, par leur prénom ...

En résumé, si votre véhicule est identifié comme « **intouchable** », ou si il arbore un autocollant sur les portières, une cocarde d'avocat, ou encore « travaillant » pour la Ville/l'Agglo ou fait partie d'un Club financé par ces derniers, cela vous dispense de facto, de respecter la loi et vous êtes immunisés d'office contre les problèmes, réservés à Monsieur et Madame tout le Monde.

Dans ces conditions, peut-on encore parler d'égalité, peut-être . . . ? mais certainement pas de justice.

Martine Leroy

https://mediachartres.fr/wp-content/uploads/2021/06/20210220_154144.mp4

La dernière pierre !

Les Chartrains peuvent constater actuellement, les semblants d'embellissements



des vestiges de la **porte Guillaume**.

Un acte considéré par certains dans leurs colonnes, comme l'événement de l'année ?

MédiaChartres reste plus réservé et pragmatique.

N'oublions pas que **Chartres** à une certaine époque, avait la noble ambition de reconstruire à l'identique (avec un chantier école), l'un des fleurons des monuments de la Ville.

Déjà 10 ans ! Ou en serait le chantier aujourd'hui ?



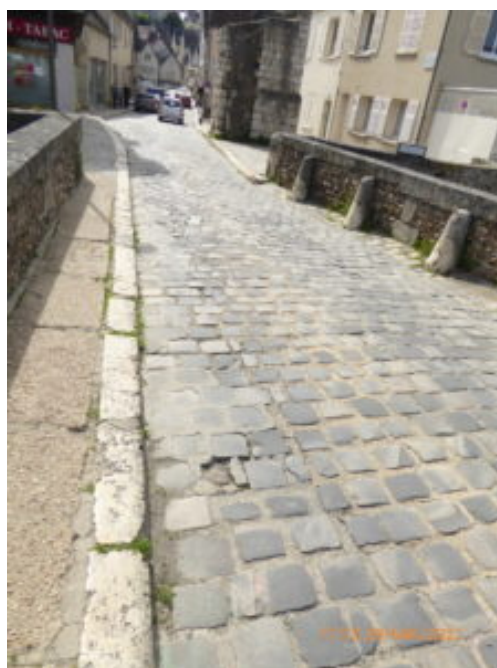
L'encre avait alors coulé à flot, comme les promesses ... qui ont fait place à l'amnésie et à d'autres « légions » de priorités d'investissements (...)

Aujourd'hui, les ambitions ont été réduites à l'aménagement d'un « **bronzarium** », simple petit jardin paysagé (avec fondation en béton) quand même ! et de 2 pauvres bancs qui déprimaient au fond d'un hangar.

Notons, la fermeture du **Bar-tabac-journaux** (les touristes sont désormais priés d'apporter les boissons) et surtout, de faire très attention ou ils pausent les pieds, pas sur que les dépliants de l'Office du tourisme de la Ville, abordent ses sujets ?

MédiaChartres, suggère de placé à présent, la « première » (et dernière pierre) en bonne place au Musée des promesses non-tenues, en compagnie des autres nombreux chef-œuvres de même type.

Yves
Dubois



Le statut de ceux, qui se croient « intouchables » !

MédiaChartres, poursuit l'enquête sur la « vertueuse » loi **O.R.I**, qui permet à



certaines collectivités, de s'appropriier des biens immobiliers à moindre coût.

http://www.centres-bourgs.logement.gouv.fr/IMG/pdf/ORI_guide_methodologique.pdf

Pour **Chartres**, ce sont plusieurs immeubles (**8/10**) qui sont visés par **l'O.R.I**

(du moins, pouvons nous le penser), mais les choses ne sont pas toujours

ce qu'elles semblent.

Décryptage:

Nos investigations, nous ont révélés d'autres aspects, comme

des conflits personnels



directs ou de vieilles rancunes avec les propriétaires, une sorte de:

« règlement de comptes à O.K Coral » .

Mais, le principal intéressé ne devrait-il pas, par commencer à balayer devant sa porte ?

La **Ville** est propriétaire, de garages en plein centre, qui menacent de s'écrouler à chaque instant, mais ils ne figurent évidemment pas sur la liste des **O.R.I** ...et pour cause.

MédiaChartres, aimerait connaître la nature de ce nouveau « passe-droit » un de plus

au compteur, qui vient enrichir une liste déjà très ... et trop longue.

Martine Leroy

SANS GÊNE, NI HONTE !

Porte Morard, Blv Foch.

Alors qu'aucun permis de construire (ou autre) n'est affiché,

à part les immanquables panneaux publicitaire, bien visibles sur plus de 100 mètres et l'installation sans aucune autorisation, d'un « bureau d'accueil de vente sur plan », **MédiaChartres** s'étonne de voir avec quelle « **bienveillance** », les pouvoirs publics locaux, ferment les yeux ?



Avec des promoteurs qui sont déjà complètement chez eux, mais à quel titre ?

Pourquoi avoir fermé les parkings prématurément au: **1 Avril 21** (humour) ?

Car ce sont, pas moins de 8 infractions déjà commises.

– Défaut de permis (affiché)



- Stationnement illicite régulier
- Non respect du plan local de réglementation de la publicité
- Infraction au PLU
- Suppression sans autorisation, de 2 parkings.
- Pause illégale d'un bungalow de chantier
- Appropriation d'espaces Publics, etc
- ...



Mais, **MédiaChartres** comprend mieux, en regardant de plus près les Noms des promoteurs, nous retrouvons une **filiale de la Ville**, comme actuellement dans la plupart des gros chantiers, (bien juteux financièrement).

Le bétonnage à outrance des restes de **Chartres**, s'amplifie de jour en jour.

Ceci, explique peut-être cela ?



Patrick Maresko

Le stationnement et les privilèges . . . !

Pour [MédiaChartres](#), comme pour toutes les personnes qui veulent stationner en centre ville, difficile d'échapper aux parkings obligatoires de plus en plus nombreux et plus chers (voir notre article du 26 Mai).

Mais, « certains » n'ont pas ce problème, pour eux les parkings font souvent l'objet de gratuité ou payés par les contribuables, car inclus dans les frais mensuels des bénéficiaires (privilège de la fonction ou relation (?) les

deux fonctionnent très bien).



D'autres s'octroient tous les jours des portions de rues complètes, pour eux même ou leur personnel, même si ils bénéficient pourtant d'emplacements aménagés sur-mesure: (livraisons, 15 minutes ou dépose minute) mais il faut croire que cela n'est pas suffisant (?)

De plus en plus de personnes sont révoltés par les systèmes de « privilèges » .



Tolérance contractuelle, échange de « bons procédés », toutes

les suppositions sont possibles, et certains ont même récemment renommer une rue concernée: «Rue sans loi»



La Police Municipale, affirme ne pas faire de différence et verbaliser tous les contrevenants, sauf que . . . films en 'caméra cachée' et constats d'huissier, prouvent le contraire et contredisent sans ambiguïté ses affirmations !

Le (Gotha local), va très vite devoir respecter la loi, sous peine de voir les associations, saisir le tribunal administratif, et MédiaChartres publier sans relâche, des articles sûr les contrevenants.

Serge Maloude

Les « inter-minables » chantiers ...

Il existe dans Chartres des chantiers figés depuis . . . des années.

Les permis de construire ou de travaux de rénovations ont

pourtant une «date de péremption» **3 ans**.

Quelques exemples: rue de la Volaille, Place



Marceau, Tertre St-Aignan,
rue du Cheval Blanc, rue du Chêne Doré
(photos).



Pour certains, la conséquence directe à été la fermeture définitive des passages et rues depuis des années.

Une situation qui perdure et devenue intolérable pour: les résidents, riverains et personnes de passage.

MédiaChartres, a interrogé un responsable de l'urbanisme, et comme beaucoup, il n'a pas le début d'une explication à fournir ?



La municipalité n'étant pas trop encline à communiquer sur le sujet, sauf à fournir des bribes d'informations dans la (sa) presse.

D'après nos sources, ses dossier serait à l'étude dans le cadre de l'**Opah-RU**, de l'**ORI**, via l'opération **Cœur de ville**, sans autres détails.

Rappelons, que Chartres est la seule ville de France à avoir bénéficié des fonds du gouvernement pour cette opération sans jamais en avoir fait la demande (?)

Projets d'acquisitions par les nombreuses filiales immobilières de la Mairie, **SEM, SPL** etc..

Des O.P.A (s) sur certains biens ciblés, « spoliation légalisé » grâce à **la loi ORI**, sous couvert d'une sécurité et d'une prévention exacerbé sur d'autres, nous continuons notre enquête pour connaître les véritables desseins de la ville et la répartition détaillée des fonds (et bénéfices) de l'opération '**Cœur de ville**'!

https://www.epf01.fr/wp-content/uploads/2019/12/Fiche-2019_ORI_EPF01.pdf

D'après nos informations, à bout de patience plusieurs Associations et riverains, prépareraient des dépôts de plaintes.

A suivre.

Sandra Michelle